

Directeur de publication : Anthony Requin **n° 323 • Avril 2017**  
Rédaction : Agence France Trésor  
Disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, japonais et russe

<http://www.aft.gouv.fr> • Bloomberg TREX<GO> • Reuters <TRESOR>

<b>Actualité de l'Agence France Trésor</b> page 1	<b>Actualité économique</b> page 2	<b>Données générales sur la dette</b> page 3	<b>Marché secondaire</b> page 5	<b>Dettes négociables de l'État</b> page 6	<b>Économie française et comparaisons internationales</b> page 8
--	---------------------------------------	---	------------------------------------	---	---

L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

**Actualité de l'Agence France Trésor**

## Le programme de stabilité a actualisé les hypothèses de taux d'intérêt par rapport au PLF 2017

Michel Sapin et Christian Eckert ont présenté le 12 avril 2017 le programme de stabilité 2017-2020. Ce document présente une stratégie des finances publiques compatible avec les règles européennes et s'inscrivant dans la continuité de l'action du Gouvernement en matière de redressement de l'économie française et d'assainissement des comptes publics.

Le programme de stabilité est accompagné de la mise à jour des prévisions macroéconomiques et de finances publiques. Il a en particulier été l'occasion d'une actualisation des hypothèses\* de taux d'intérêt de la dette française.

Après s'être établie à 1,2 % en 2016, la croissance de l'économie atteindrait 1,5 % en 2017 et confirmerait ce dynamisme en 2018 (1,5 %). La hausse des prix du pétrole observée depuis fin 2016 conduit à une inflation plus importante qu'escompté en 2017, à 1,2 % après 0,2 % en 2016.

En 2016, la France a continué de bénéficier de conditions de financement très favorables, grâce aux effets de la politique monétaire accommodante menée par la Banque centrale européenne (BCE) et au maintien de la confiance des investisseurs. Les taux à l'émission pour les titres à court terme (BTF) sont ressortis en moyenne à -0,53 %, alors que les taux à l'émission des titres à plus d'un an se sont établis à 0,37 % en moyenne annuelle, un niveau historiquement faible.

Le profil de taux sous-jacent à la prévision de la charge de la dette repose sur l'hypothèse d'un resserrement de la politique monétaire européenne à partir de 2018, en conformité avec les annonces de la BCE. Ce profil est par ailleurs cohérent avec le scénario macroéconomique global de consolidation de la croissance et de l'inflation.

Du fait de l'abondance de liquidités, les taux courts (BTF à 3 mois) resteraient proches du taux de facilité de dépôt de la BCE sur la période de prévision. Le profil des taux courts repose ainsi sur l'hypothèse que le taux de la facilité de dépôt se maintiendrait à -0,40 % tout au long de 2017, puis commencerait à remonter à partir de mi-2018. Les taux courts progresseraient alors de l'ordre de 75 points de base par an, atteignant 0,00 % fin 2018 et 0,75 % fin 2019.

Le taux des titres à 10 ans (Tec10) s'établissait à 1,00 % au 31 mars 2017, après un plus bas historique de 0,11 % atteint en juillet 2016. Il est fait l'hypothèse que la remontée des taux longs se poursuivra sur la période de prévision, sous l'effet de l'amélioration attendue des conditions macroéconomiques, puis de la disparition de l'effet modérateur de la politique d'achats d'actifs de la BCE à partir de 2018. Le Tec 10 atteindrait ainsi 1,70 % fin 2017, puis monterait de 75 points de base par an, s'établissant à 2,45 % fin 2018 et 3,20 % fin 2019.

Pour rappel, la loi de finances pour 2017 était bâtie sur l'hypothèse que le Tec 10 se serait établi à 0,50 % fin 2016 avant d'atteindre 1,25 % fin 2017, et que le BTF à 3 mois aurait atteint -0,60 % fin 2016 avant de se redresser à -0,20 % fin 2017.



Source : Agence France Trésor

(\*) Nota Bene : les hypothèses d'évolution de taux d'intérêt ne constituent pas un objectif ou une prévision de l'AFT mais visent à contribuer à la programmation budgétaire, qui requiert une prévision pluriannuelle de charge de la dette. Elles sont cohérentes avec les prévisions macroéconomiques sous-jacentes à la programmation budgétaire française ainsi qu'avec les orientations avancées de politique monétaire (forward guidance) des principales banques centrales. Elles ne reflètent pas forcément les anticipations déduites de prix de marché (taux forwards).



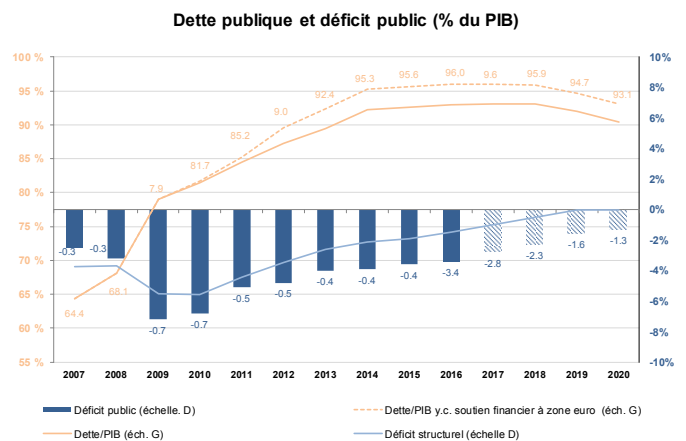
Le Programme de stabilité français 2017-2020 a été présenté en Conseil des Ministres et adressé au Parlement le 12 avril. Il sera transmis à la Commission européenne fin avril 2017. Le document détaille la stratégie de finances publiques de la France pour les années 2017-2020 et en précise le cadrage économique et budgétaire, permettant notamment au déficit public de repasser sous les 3 % du PIB. Cet exercice régulier, commun à l'ensemble des États membres de l'Union européenne (UE), participe aussi à la coordination des politiques économiques et budgétaires au sein de l'UE.

En 2016, les engagements budgétaires de la France ont été respectés pour la 3ème année consécutive : le déficit public a été ramené à 3,4 % du PIB (après 3,6 % en 2015) et a ainsi été divisé par deux depuis le pic de la crise en 2009. L'objectif d'un déficit inférieur à 3 % du PIB dès 2017 a été maintenu (2,8 % en 2017, 2,3 % en 2018), sous des hypothèses de croissance (+1,5 % en 2017 comme en 2018) quasiment inchangées par rapport au PLF 2017, confortées par les évolutions macroéconomiques récentes. La poursuite de la réduction du déficit et de la reprise de l'activité conduira à une diminution du ratio de dette publique à partir de 2018, après une stabilisation à un pic de 96 % du PIB en 2017, revu en baisse par rapport à celui attendu dans le Programme de stabilité 2016 (96,5 %).

Le rétablissement des finances publiques s'appuie sur un effort continu de maîtrise des dépenses : hors crédits d'impôt, la dépense publique a progressé de 1,2 % en valeur en 2016, soit le rythme moyen observé depuis 2013, largement inférieur à celui enregistré entre 2000 et 2012 (plus de 3,5 %). Elle continuerait à croître à un rythme similaire en 2017 et 2018 (respectivement +1,4 % et +1,3 %). En conséquence, la part dans le PIB des dépenses publiques hors crédit d'impôts, qui a diminué de 0,4 point en 2016 à 54,8 % (et de 1,5 point depuis 2013), continuera également de baisser les années suivantes. Dans le même temps, après avoir baissé chaque année depuis 3 ans en 2016, le taux de prélèvements obligatoires se stabilisera à 44,3 % en 2017 avant d'atteindre 44,1 % en 2018. Compte tenu de la mise à jour du cadre macroéconomique<sup>1</sup> et de l'impact des accords de mars 2017 relatifs à la nouvelle convention d'assurance chômage, et afin de sécuriser cette trajectoire budgétaire et le retour sous les 3 % de déficit en 2017, des économies budgétaires complémentaires d'un montant de 3,4 Md€ ont été inscrites dans le Programme de stabilité.

Celles-ci incluent notamment un abaissement de 1,5 Md€ de l'objectif de dépenses des ministères.

Accompagner l'assainissement des finances publiques par des réformes structurelles favorisant les perspectives de croissance demeure un axe majeur de la stratégie économique et budgétaire française. Soutenabilité et qualité des finances publiques, redressement de la compétitivité-coût et de la productivité, amélioration de l'environnement des entreprises et du fonctionnement du marché du travail sont autant de domaines dans lesquels les réformes se sont poursuivies : loi travail de l'été 2016, loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite Sapin II), loi numérique, réforme du prélèvement à la source, mise en œuvre de la déclaration sociale nominative (DSN) pour les entreprises, première phase de baisse de l'impôt sur les sociétés en 2017... Couplés aux plans pour l'investissement et en faveur des TPE et PME, le déploiement du Pacte de responsabilité et de solidarité et la montée en charge du CICE se sont également poursuivis et les entreprises bénéficieront au global de 40 Md€ de baisses de charge en 2017. Au total, les réformes menées depuis 2012 ont produit des résultats d'ores et déjà mesurables dans l'ensemble des domaines économiques et sociaux, et continuent à contribuer à la consolidation de la reprise et à la modernisation du fonctionnement de l'État. Elles sont décrites et évaluées dans le Programme national de réforme 2017 (PNR).



Sources : Programme de Stabilité français 2017-2020

<sup>1</sup> Croissance plus faible qu'attendu en 2016 (1,2 % contre 1,5 % prévu dans le PLF 2017), inflation plus élevée en 2017 (+1,2 % contre +0,8 %) et taux d'intérêt à 10 ans revus à la hausse, à 1,70% fin 2017 et 2,45% en 2018).

### Calendrier indicatif d'adjudication

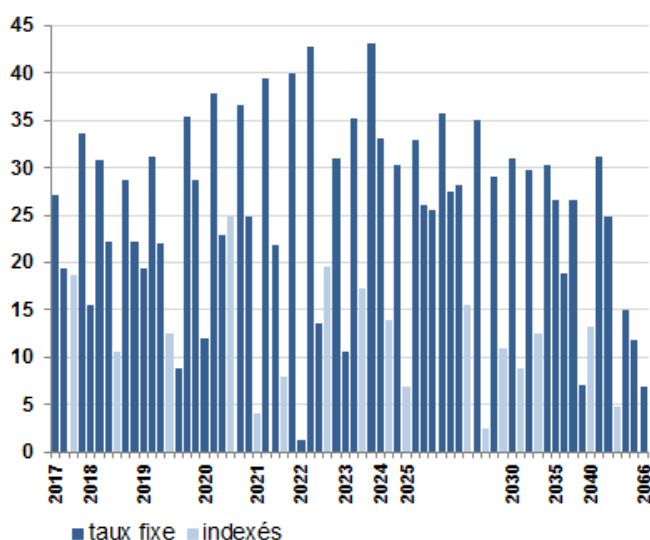
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Mai 2017	date d'adjudication	2	9	15	22	29	18	4	18
	date de règlement	4	11	17	24	31	22	8	22
Juin 2017	date d'adjudication	6	12	19	26	/	15	1	15
	date de règlement	8	14	21	28	/	19	5	19

décalages (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

### Dette négociable à moyen et long terme de l'État au 31 mars 2017

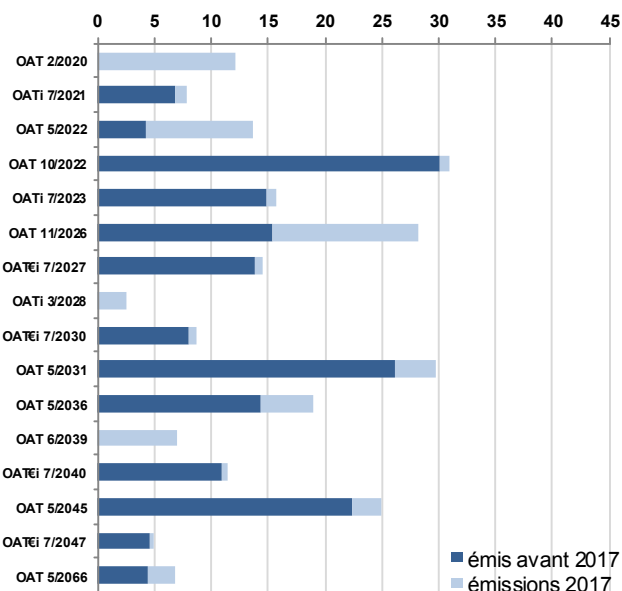
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

### Moyen et Long Terme : émissions de l'année et cumul au 31 mars 2017

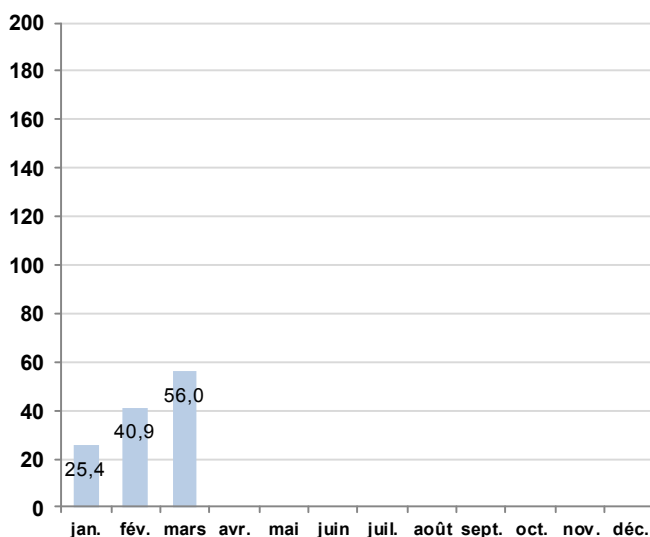
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

### Émissions nettes des rachats au 31 mars 2017

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

### Moyen et Long Terme : échéancier prévisionnel au 31 mars 2017

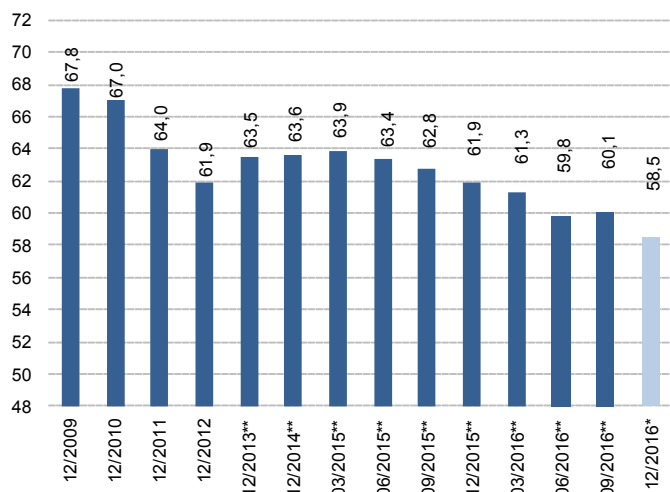
En milliards d'euros

Mois	Intérêts	Amortissements
avr-17	15,3	27,1
mai-17	4,5	
juin-17	0,1	
juil-17	3,2	38,2
août-17		
sept-17		
oct-17	14,8	33,7
nov-17	1,3	
déc-17		
janv-18		
févr-18		15,5
mars-18	0,0	

Source : Agence France Trésor

### Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 4<sup>ème</sup> trimestre 2016

En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché

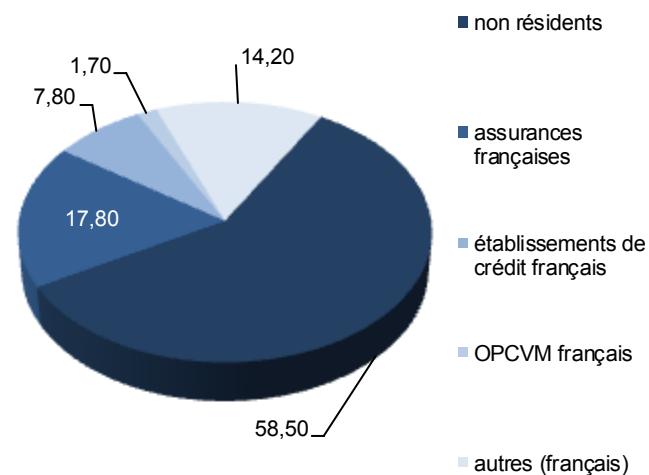


\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel  
Source : Banque de France

### Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 4<sup>ème</sup> trimestre 2016

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

### Dette négociable de l'État au 31 mars 2017

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 526 181 497 585
Encours démembré	62 292 422 100
Durée de vie moyenne	8 ans et 86 jours
Total Dette à Court Terme	147 729 000 000
Durée de vie moyenne	115 jours
<b>ENCOURS TOTAL</b>	<b>1 673 910 497 585</b>
Durée de vie moyenne	<b>7 ans et 195 jours</b>

Source : Agence France Trésor

### Dette négociable de l'État et contrats d'échanges de taux d'intérêt (« swaps ») au 31 mars 2017

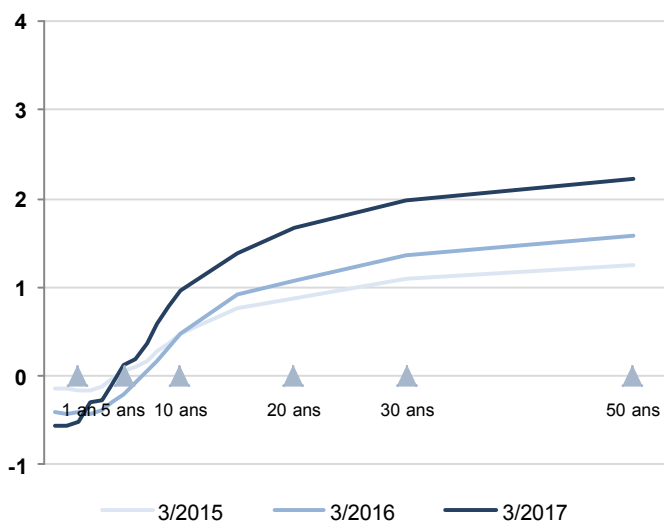
En milliards d'euros

	Fin 2014	Fin 2015	Fin 2016	Fin fév. 2017	Fin mars 2017
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>1 528</b>	<b>1 576</b>	<b>1 621</b>	<b>1 651</b>	<b>1 674</b>
dont titres indexés	189	190	200	204	205
Moyen et Long Terme	1 352	1 424	1 487	1 512	1 526
Court Terme	175	153	134	139	148
<b>Encours de swaps</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
avant swaps	6 ans 363 jours	7 ans 47 jours	7 ans 195 jours	7 ans 223 jours	7 ans 195 jours
après swaps	6 ans 362 jours	7 ans 47 jours	7 ans 195 jours	7 ans 223 jours	7 ans 195 jours

Source : Agence France Trésor

### Courbe des taux sur titres d'État français

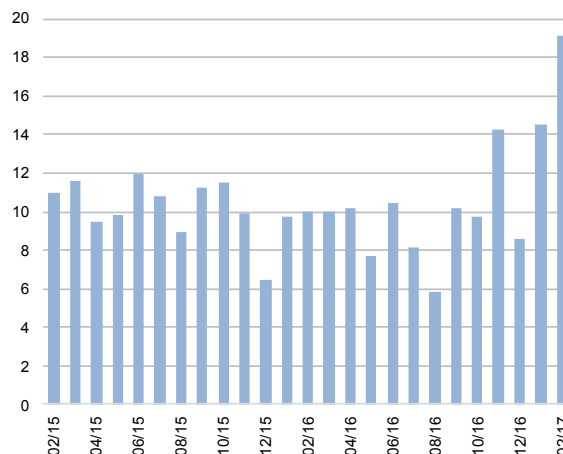
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

### Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

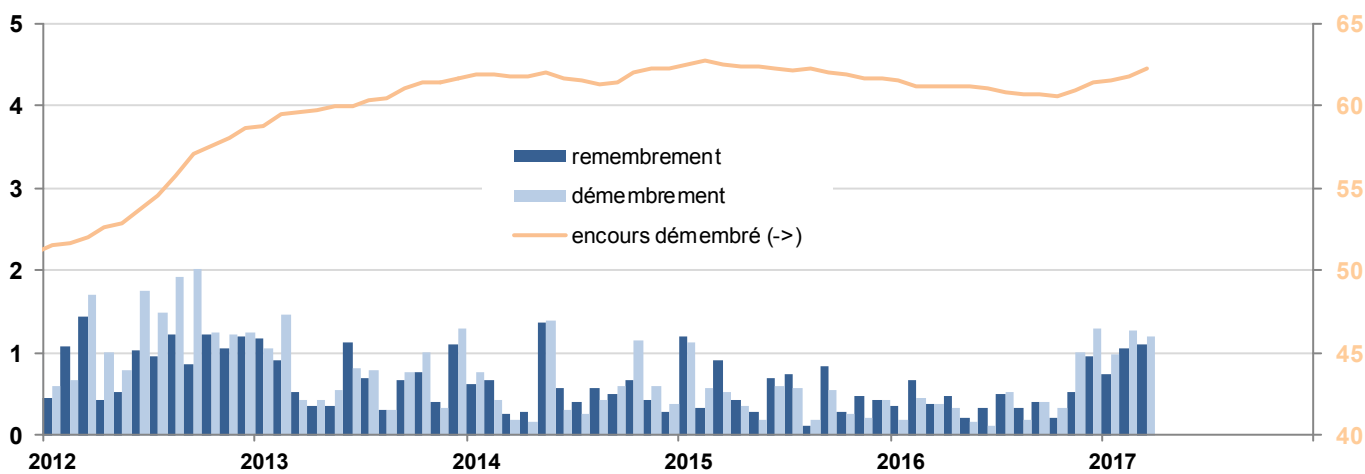
En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème.

### Montant des opérations de démembrement et de remembrement

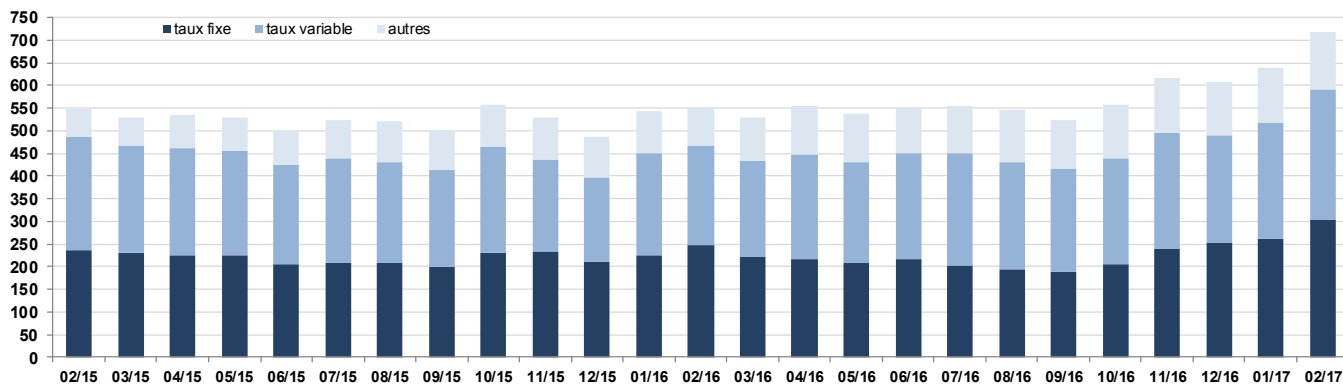
En milliards d'euros



Source : Euroclear

### Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dettes à court terme au 31 mars 2017

	Échéance	Encours (€)
BTF	5 avril 2017	7 180 000 000
BTF	12 avril 2017	6 122 000 000
BTF	20 avril 2017	8 256 000 000
BTF	26 avril 2017	5 030 000 000
BTF	4 mai 2017	8 322 000 000
BTF	11 mai 2017	5 276 000 000
BTF	17 mai 2017	6 829 000 000
BTF	24 mai 2017	4 972 000 000
BTF	31 mai 2017	7 464 000 000
BTF	8 juin 2017	5 267 000 000
BTF	14 juin 2017	7 183 000 000
BTF	21 juin 2017	4 571 000 000
BTF	28 juin 2017	3 414 000 000
BTF	5 juillet 2017	7 990 000 000
BTF	19 juillet 2017	3 979 000 000
BTF	2 août 2017	6 682 000 000
BTF	17 août 2017	5 088 000 000
BTF	30 août 2017	3 160 000 000
BTF	13 septembre 2017	5 871 000 000
BTF	11 octobre 2017	6 152 000 000
BTF	8 novembre 2017	6 440 000 000
BTF	6 décembre 2017	8 412 000 000
BTF	31 janvier 2018	6 936 000 000
BTF	28 février 2018	7 133 000 000

Dettes à moyen et long terme (échéances 2017–2020) au 31 mars 2017

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	<b>Échéance 2017</b>	<b>98 816 404 720</b>			
FR0010415331	OAT 3,75% 25 avril 2017	27 132 000 000			0
FR0120746609	BTAN 1% 25 juillet 2017	19 340 000 000			–
FR0010235176	OATi 1% 25 juillet 2017	18 654 404 720 (1)	1,13788	16 394 000 000	0
FR0010517417	OAT 4,25% 25 octobre 2017	33 690 000 000			0
	<b>Échéance 2018</b>	<b>129 988 575 435</b>			
FR0012634558	OAT 0% 25 février 2018	15 459 000 000			0
FR0010604983	OAT 4% 25 avril 2018	30 787 000 000			0
FR0011394345	OAT 1% 25 mai 2018	22 166 000 000			0
FR0011237643	OAT€i 0,25% 25 juillet 2018	10 619 575 435 (1)	1,04231	10 188 500 000	0
FR0010670737	OAT 4,25% 25 octobre 2018	28 692 000 000			0
FR0011523257	OAT 1% 25 novembre 2018	22 265 000 000			15 000 000
	<b>Échéance 2019</b>	<b>157 999 946 688</b>			
FR0013101466	OAT 0% 25 février 2019	19 313 000 000			0
FR0000189151	OAT 4,25% 25 avril 2019	31 128 000 000			0
FR0011708080	OAT 1% 25 mai 2019	21 960 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,3% 25 juillet 2019	12 571 426 800 (1)	1,07082	11 740 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,5% 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 591 885 100
FR0010776161	OAT 3,75% 25 octobre 2019	35 410 000 000			0
FR0011993179	OAT 0,5% 25 novembre 2019	28 737 000 000			0
FR0000570954	OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019	36 126 995 (2)		6 692 154	–
	<b>Échéance 2020</b>	<b>159 147 926 900</b>			
FR0013232485	OAT 0% 25 février 2020	12 069 000 000			0
FR0010854182	OAT 3,5% 25 avril 2020	37 927 000 000			0
FR0012557957	OAT 0% 25 mai 2020	22 969 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25% 25 juillet 2020	24 838 926 900 (1)	1,22299	20 310 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,5% 25 octobre 2020	36 562 000 000			0
FR0012968337	OAT 0,25% 25 novembre 2020	24 782 000 000			0

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2016 ; non offerte à la souscription



Dette à moyen et long terme (échéances 2021 et plus) au 31 mars 2017

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
<b>Échéance 2021</b>		<b>113 097 589 560</b>			
FR0013140035	OAT€i 0,1% 1 mars 2021	4 092 531 560 (1)	1,00258	4 082 000 000	0
FR0010192997	OAT 3,75% 25 avril 2021	39 352 000 000			0
FR0013157096	OAT 0% 25 mai 2021	21 852 000 000			0
FR0011347046	OATi 0,1% 25 juillet 2021	7 910 058 000 (1)	1,01411	7 800 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	39 891 000 000			0
<b>Échéance 2022</b>		<b>108 064 348 790</b>			
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 243 939 990			476 468 400
FR0011196856	OAT 3% 25 avril 2022	42 703 000 000			0
FR0013219177	OAT 0% 25 mai 2022	13 653 000 000			0
FR0010899765	OAT€i 1,1% 25 juillet 2022	19 492 408 800 (1)	1,08720	17 929 000 000	0
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	30 972 000 000			0
<b>Échéance 2023</b>		<b>106 341 036 503</b>			
FR0000571085	OAT 8,5% 25 avril 2023	10 606 195 903			5 396 040 200
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	35 237 000 000			0
FR0010585901	OATi 2,1% 25 juillet 2023	17 312 840 600 (1)	1,10308	15 695 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	43 185 000 000			434 585 000
<b>Échéance 2024</b>		<b>77 234 758 160</b>			
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	33 135 000 000			0
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	13 864 758 160 (1)	1,01812	13 618 000 000	0
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	30 235 000 000			46 000 000
<b>Échéance 2025</b>		<b>91 347 140 718</b>			
FR0012558310	OATi 0,1% 1 mars 2025	6 865 212 600 (1)	1,00545	6 828 000 000	0
FR0012517027	OAT 0,5% 25 mai 2025	32 870 000 000			0
FR0000571150	OAT 6% 25 octobre 2025	26 039 928 118			2 990 464 400
FR0012938116	OAT 1% 25 novembre 2025	25 572 000 000			0
<b>Échéance 2026</b>		<b>91 560 000 000</b>			
FR0010916924	OAT 3,5% 25 avril 2026	35 814 000 000			142 513 000
FR0013131877	OAT 0,5% 25 mai 2026	27 522 000 000			0
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	28 224 000 000			0
<b>Échéance 2027</b>		<b>50 606 084 600</b>			
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	15 577 084 600 (1)	1,07140	14 539 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	35 029 000 000			0
<b>Échéance 2028</b>		<b>2 619 940 420</b>			
FR0013238268	OATi 0,1% 1 mars 2028	2 594 771 300 (1)	1,00378	2 585 000 000	0
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	25 169 120 (3)		46 232 603	-
<b>Échéance 2029</b>		<b>40 075 241 221</b>			
FR0000571218	OAT 5,5% 25 avril 2029	29 091 880 458			3 153 219 100
FR0000186413	OATi 3,4% 25 juillet 2029	10 983 360 763 (1)	1,25752	8 734 144 000	0
<b>Échéance 2030</b>		<b>39 785 943 760</b>			
FR0011883966	OAT 2,5% 25 mai 2030	31 023 000 000			0
FR0011982776	OAT€i 0,7% 25 juillet 2030	8 762 943 760 (1)	1,00504	8 719 000 000	0
<b>Échéance 2031</b>		<b>29 727 000 000</b>			
FR0012993103	OAT 1,5% 25 mai 2031	29 727 000 000			104 000 000
<b>Échéance 2032</b>		<b>42 873 985 000</b>			
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	12 589 662 400 (1)	1,23914	10 160 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	30 284 322 600			11 684 857 400
<b>Échéance 2033 et plus</b>		<b>186 895 575 110</b>			
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	26 678 000 000			5 063 967 000
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	18 954 000 000			0
FR0010371401	OAT 4% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 870 311 400
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	7 000 000 000			0
FR0010447367	OAT€i 1,8% 25 juillet 2040	13 169 168 320 (1)	1,14784	11 473 000 000	0
FR0010773192	OAT 4,5% 25 avril 2041	31 111 000 000			7 283 439 000
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	24 908 000 000			1 175 600 000
FR0013209871	OAT€i 0,1% 25 juillet 2047	4 852 406 790 (1)	1,00029	4 851 000 000	0
FR0010171975	OAT 4% 25 avril 2055	14 926 000 000			7 354 588 000
FR0010870956	OAT 4% 25 avril 2060	11 918 000 000			6 265 384 100
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	6 845 000 000			244 100 000

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2017 ; non offerte à la souscription

### Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	0.0%	02/2017
Consommation des ménages*, glissement annuel	0.6%	02/2017
Taux de chômage (BIT)	10.0%	12/2016
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	1.1%	03/2017
ensemble hors tabac	1.1%	03/2017
Solde commercial, fab-fab, cvs	-6.6 Md€	02/2017
" "	-8.1 Md€	01/2017
Solde des transactions courantes, cvs	-3.6 Md€	02/2017
" "	-5.8 Md€	01/2017
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0.87%	27/4/2017
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0.33%	25/4/2017
Euro / dollar	1.0881	27/4/2017
Euro / yen	121.27	27/4/2017

\* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

### Situation mensuelle du budget de l'État

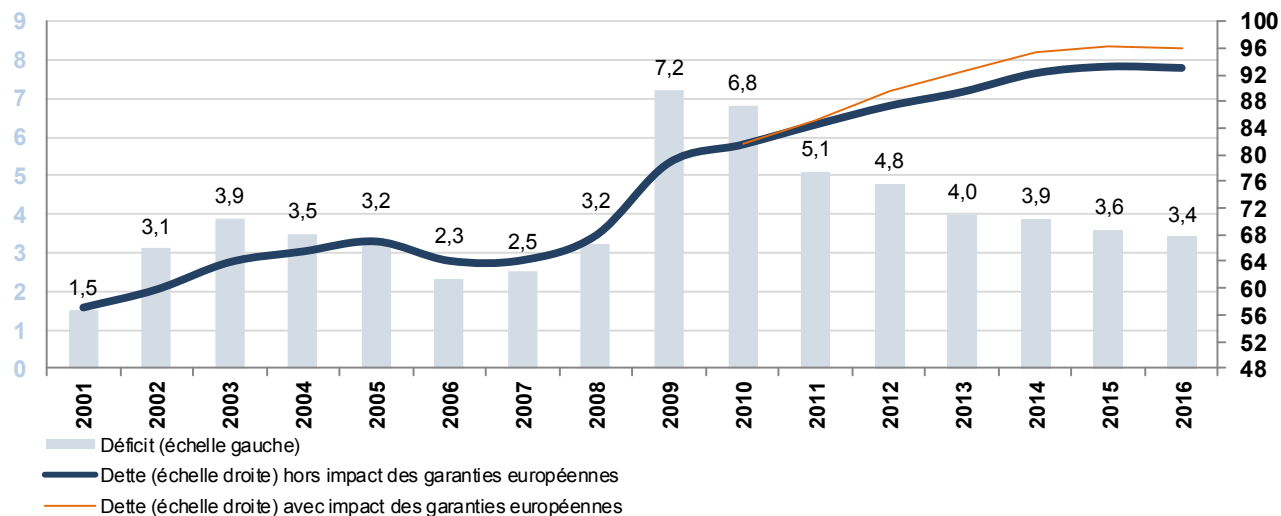
En milliards d'euros

			niveau à la fin février		
	2015	2016	2015	2016	2017
Solde du budget général	-72,15	-75,80	-16,26	-12,15	-11,99
Recettes	299,66	304,02	47,94	48,43	50,73
Dépenses	371,80	379,82	64,20	60,58	62,72
Solde des comptes spéciaux du Trésor	1,62	6,82	-7,19	-13,43	-9,49
<b>Solde général d'exécution</b>	<b>-70,52</b>	<b>-68,98</b>	<b>-23,45</b>	<b>-25,58</b>	<b>-21,48</b>

Source : Minefi

### Finances publiques : déficit et dette

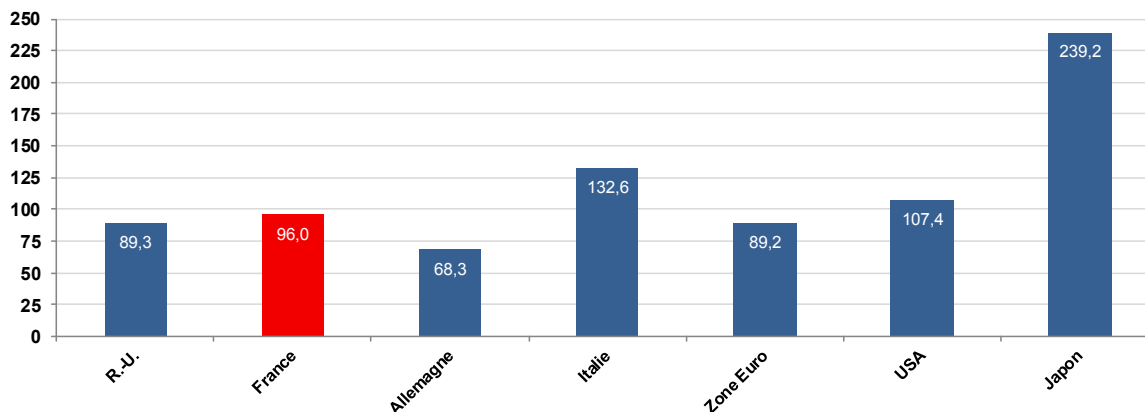
En % du PIB



Sources : Eurostat, Insee

### Dette des administrations publiques en 2016

En % du PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee



## Calendriers des indicateurs économiques français

Mai 2017		Juin 2017	
4	Investissements dans l'industrie : enquête d'avril	8	Commerce extérieur en valeur en avril
10	Commerce extérieur en valeur en mars	8	Balance des paiements en avril
10	Balance des paiements en mars	9	Production industrielle : indice d'avril
10	Production industrielle : indice de mars	13	Emploi salarié : 2017 T1
12	Emploi salarié : résultats provisoires 2017 T1	15	Prix à la consommation : indice de mai
15	Réserves nettes de change en avril	15	Réserves nettes de change en mai
16	Prix à la consommation : indice d'avril	16	Inflation (IPCH) : indice de mai
17	Inflation (IPCH) : indice d'avril	22	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de juin
18	Demandeurs d'emploi 2017 T1 (BIT)	23	Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés 2017 T1
23	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de mai	26	Demandeurs d'emploi en mai
24	Demandeurs d'emploi en avril	28	Conjoncture auprès des ménages : enquête de juin
30	Construction de logements en avril	28	Construction de logements en mai
30	Consommation des ménages en biens en avril	30	Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques - 2017 T1
30	Conjoncture auprès des ménages : enquête de mai	30	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indice de mai
30	Comptes nationaux trimestriels : deuxième estimation 2017 T1	30	Consommation des ménages en bien en mai
31	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indice d'avril		

Sources : Insee, Eurostat

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite.

En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits.

La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par e-mail, à l'adresse suivante : « [contact@aft.gouv.fr](mailto:contact@aft.gouv.fr) ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole du copyright ©Agence France Trésor.